EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE D'AIX- MARSEILLE-PROVENCE-METROPOLE

Séance du 15 décembre 2016

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 27 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Gérard BRAMOULLÉ - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Eric LE DISSES - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Guy TEISSIER - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Gérard BRAMOULLÉ.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Patrick BORÉ - Eric DIARD - Daniel GAGNON - Roland GIBERTI - Richard MALLIE - Danielle MILON - Pascal MONTECOT.

Monsieur le Président a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

DEA 004-1261/16/BM

■ Approbation de deux conventions de partenariat entre l'association de la Médiation de l'Eau et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues et les Régies de l'eau de Plan-de-Cuques et Gémenos)

MET 16/2044/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le but de favoriser le règlement amiable des litiges entre les collectivités et les usagers des services publics de l'eau et de l'assainissement, la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation a précisé (article L133-4 du Code de la Consommation), que tout consommateur est informé par le professionnel de la possibilité qui lui est offerte de recourir à une médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement de différends.

La Médiation de l'Eau, créée en octobre 2009, a pour mission d'établir des propositions de règlements amiables dans le cadre de litiges concernant l'exécution du service public de l'eau ou de l'assainissement nés entre un consommateur et le responsable ou le gestionnaire de ces services publics.

Cette association a été référencée par la Commission de la Médiation de la Consommation en février 2012, et garantit au consommateur le respect de certains critères de qualité tels que : impartialité, indépendance, compétence et efficacité.

Signé le 15 Décembre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 18 Janvier 2017

La possibilité est offerte à l'abonné de saisir la Médiation de l'Eau, en cas d'insatisfaction de la réponse apportée par le service, notamment dans les cas de contestations des factures dues à une surconsommation d'eau.

Par contrat notifié du 9 décembre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a confié à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) l'exploitation par voie d'affermage de son service public de l'eau sur le territoire communautaire à l'exception de la commune de Plan-de-Cuques et de la partie villageoise de Gémenos gérées en régies. Dans un même temps, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a confié à trois délégataires, son service public de l'assainissement : le Service d'Assainissement Marseille Provence Métropole (SERAMM), pour l'exploitation du service public Centre, la Société d'Assainissement d'Est Métropole (SAEM), pour l'exploitation du service de l'assainissement Est et de la Société d'Assainissement d'Ouest Métropole (SAOM) pour l'exploitation du service de l'assainissement Ouest.

Par ailleurs, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues met en œuvre le service public de l'eau potable et de l'assainissement grâce à la Régie des Eaux et Assainissement (REA).

Les usagers des communes du territoire métropolitain délégué bénéficient donc du recours à la Médiation de l'Eau par l'intermédiaire de l'adhésion des délégataires.

Afin que les usagers des communes des régies de Plan-de-Cuques, de Gémenos Village et de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues puissent avoir recours à la Médiation de l'Eau, il convient d'approuver les deux conventions de partenariat ci-annexées entre la Médiation de l'Eau et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues et les Régies de l'eau de Plan-de-Cuques et Gémenos.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la consommation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La Loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 permettant, sous conditions, le plafonnement des factures d'eau en cas de consommation anormale;
- La délibération PEDD n° 005-1020/15/CC du 22 mai 2015 relative à l'adhésion à la Médiation de l'Eau ;
- Les règlements des services de l'eau et de l'assainissement des régies de Plan de Cuques et Gémenos partie villageoise ;
- Le règlement de service de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues.

Oùï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

**Signé le 15 Décembre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 18 Janvier 2017**

- Qu' il est nécessaire d'approuver les conventions de partenariat avec ladite association en vue de favoriser le règlement amiable des litiges ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de partenariat ci-annexées conclue entre la Médiation de l'Eau et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues et les Régies de l'eau de Plan-de-Cuques et Gémenos).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions de partenariat et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Au niveau de l'abonnement :

- Conseil de Territoire Marseille-Provence : les crédits nécessaires seront positionnés sur le budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281
- Conseil de Territoire du Pays de Martigues : les crédits nécessaires seront positionnés sur le budget annexe de l'eau nature 6288.

Au niveau des prestations (contrôles, analyses..) :

- Conseil de Territoire Marseille-Provence : les crédits nécessaires seront positionnés sur le budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281 – 3DEAEG ou 3DEAP
- Conseil de Territoire du Pays de Martigues : les crédits nécessaires seront positionnés sur le budget annexe de l'eau nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Eau et Assainissement

Roland GIBERTI